

Il y a 7 ans, sur la zone humide de Sivens l'État a tué.

Ce 26 octobre Rémi aurait eu 28 ans.

Avant tout, nous serons présents sur les lieux du crime en solidarité envers les parents de Rémi qui se battent depuis sept ans pour que justice lui soit rendue.

Mais nous y serons aussi en mémoire de toutes les victimes des violences d'État :

- gazé.e.s et matraqué.e.s,
- énucléé.e.s, mutilé.e.s, humilié.e.s,
- jugé.e.s et emprisonné.e.s pour l'exemple,
- tué.e.s comme Rémi.

Des violences qui se traduisent également par une surveillance généralisée, organisée, de plus en plus intrusive : caméras partout, biométrie, drones, passe sanitaire...

Nous serons là aussi pour empêcher que l'État ne réalise son projet : creuser un barrage sur les lieux même de la mort de Rémi.

Nous serons là aussi parce que l'heure n'est plus au gaspillage de l'eau mais à la conversion de l'agriculture à l'agroécologie.

Les territoires que nous habitons sont nos biens communs ! Ils n'appartiennent pas plus à nos élus qu'aux lobbys de l'eau ou de l'agrobusiness. Nous les mettons sous notre protection !

Faisons de cette journée de commémoration une journée de luttes.

Dimanche 24 octobre 2021 :

- **12h30** rendez-vous sur le parking de Pique Rouge pour se rendre à la maison forestière
- **13h00** pique nique sorti du sac
- **14h00** prises de paroles.

Les interventions seront des témoignages portés par des militants qui luttent pour sauvegarder nos territoires des projets insensés imaginés aux différents étages de nos institutions

- **15h00** nous nous rendrons en cortège vers la zone humide pour un hommage à la mémoire de Rémi Fraisse
- Vers **15h30** l'avocate de la maman de Rémi, Claire Dujardin, nous fera un point judiciaire sur le dossier
- Et vers **16h00**, lecture de quelques textes tirés de l'ouvrage collectif réalisé un an après la mort de Rémi : **R comme...**

Et bien sûr, la journée devra se dérouler dans le respect des gestes barrières. N'oubliez pas vos masques.

Manifeste des « *Habitant·e·s d'ici ou d'ailleurs* »

Nous sommes des *Habitant·e·s d'ici et d'ailleurs* et nous gardons en mémoire :

- les mensonges de nos élus,
- les conflits d'intérêt,
- les violences de la gendarmerie,
- les violences des milices pro-barrage protégées par la gendarmerie,
- le saccage de la forêt de Sivens,
- la destruction de la quasi totalité de la zone humide du Testet,
- la mort d'un jeune militant écologiste,
- La destruction de la Métairie neuve...

Cinq ans plus tard un nouveau projet de barrage "redimensionné" fait son apparition. Nous nous mobilisons une nouvelle fois contre ce système économique-politique qui, avec la complicité des élus, brade le bien commun aux intérêts privés fût-ce au prix de la vie sur Terre.

Aujourd'hui comme hier nous leur disons non !

Mais nous ne disons pas seulement non à un barrage, qu'il soit sur la zone humide ou plus loin.

Nous disons non à un modèle agricole gros émetteur de gaz à effet de serre, fournisseur d'une nourriture de moins en moins saine, destructeur de notre environnement ainsi que des femmes et des hommes qui le pratiquent (tous les deux jours, un.e agriculteur·rice se suicide).

Nous refusons que, dans la situation de crise climatique aiguë dans laquelle nous sommes plongés, quelques personnages s'arrogent le droit de disposer d'un territoire qui ne leur appartient pas pour permettre à ce modèle de perdurer et de poursuivre sa destruction systématique de nos écosystèmes.

Un autre choix est possible et nécessaire.

Nous militons pour que nos décideurs organisent enfin la conversion à l'agroécologie de nos agriculteur·ice·s.

Nos élus se grandiraient en utilisant une partie de la dizaine de millions qu'ils sont prêts à engloutir dans leur projet insensé pour former et accompagner (techniquement et financièrement) les agriculteur·rice·s du territoire à des pratiques culturales respectueuses du sol, de notre environnement et de la santé des consommateurs. Ces techniques existent, elles sont déjà mises en œuvre avec succès par un nombre de plus en plus important d'exploitant·e·s agricoles. Aucune compromission n'est acceptable !

Habitant·e·s d'ici et d'ailleurs